

« Les sources de choc sont multiples »

Sud Ouest : Peut-on craindre une nouvelle crise, comme en 2008 ?

Denis Beau : Les sources de chocs sont multiples, mais les leçons tirées de cette crise ont conduit à un programme important de réforme de la réglementation et de la supervision du système financier, qui a contribué à le rendre plus solide qu'avant 2008. Avec quatre objectifs : renforcer la résilience des institutions financières, faire en sorte qu'une banque même très importante n'ait plus à être renflouée par les pouvoirs publics, mieux réguler les services financiers parallèles et rendre le marché de gré à gré plus sûr. Résultat, la solidité du système financier s'est significativement renforcée. En France, par exemple, le capital pour absorber les pertes financières a plus que doublé depuis 2008. Mais, ce programme doit être achevé notamment avec la mise en œuvre pour le système bancaire de l'accord international de Bâle III.

Surtout, que de nouveaux risques sont apparus...

Oui, il faut poursuivre et adapter les efforts pour renforcer la résilience du système financier face aux nouveaux risques pour la stabilité financière, les cyberattaques ou encore le changement climatique. Un réseau de banques centrales pour le verdissement du système financier a d'ailleurs été créé à l'initiative de la Banque de France. Globalement, les vulnérabilités potentielles s'accroissent. Mais pour l'heure, nous n'avons pas de point d'alerte, juste des points d'attention comme la hausse du niveau d'endettement des entreprises et des ménages.

Depuis 2008, les banques ont supprimé plus de 600 000 emplois dans le monde. La faiblesse actuelle des taux d'intérêt ne menace-t-elle pas leur modèle économique ?

La rentabilité des banques est sous la pression croissante de nombreux facteurs, dont l'environnement des taux bas. Mais c'est loin d'être le seul et le plus important ! L'industrie bancaire européenne est en surcapacité du fait du nombre important d'établissements de crédit. Les regroupements entre banques sont donc souhaitables. Mais, pour cela, il faudrait lever les obstacles à des consolidations transfrontalières.

L'économie mondiale ralentit, avec une croissance attendue en 2019 autour de 3%, soit la plus faible hausse depuis 2008, cela impacte-t-il la France ?

Nos prévisions de croissance pour la France sont stables, à 1,3% (contre 0,6% en Allemagne, ndlr) pour cette année et 2020. Notre pays résiste mieux que la plupart de ses voisins européens au refroidissement de l'économie mondiale, notamment grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et la poursuite de fortes créations d'emplois dans l'Hexagone (1 million entre 2016 et 2019).

Propos recueillis par Nicolas César